



# DELIBERATIONS

## PRESENTEES LORS DU

### CONSEIL MUNICIPAL

#### DU 09 NOVEMBRE 2017

#### Hôtel de Ville de Noisy-le-Sec

Place du Maréchal-Foch  
93134 Noisy-le-Sec Cedex  
Tél. 01 49 42 66 00  
Fax : 01 48 43 70 96

[www.noisyselec.fr](http://www.noisyselec.fr)





Conseil municipal du 09 novembre		
DELIB_17_11_01	Direction du développement urbain et économique	Cession à l'euro symbolique de terrains situés avenue de Bobigny et rue Léo Lagrange, au profit du Département de la Seine-Saint-Denis, pour la réalisation du 4ème collège noiséen
DELIB_17_11_02	Direction du développement urbain et économique	Cession d'un pavillon sis 30 rue de Merlan à Noisy-le-Sec au profit de la SAEM Noisy-le-Sec Habitat
DELIB_17_11_03	Direction du développement urbain et économique	Dérogation au repos dominical des commerces de détail noiséens pour l'année 2018
DELIB_17_11_04	Direction des ressources humaines	Transfert du personnel de la Médiathèque à Est-Ensemble
DELIB_17_11_05	Direction des ressources humaines	Modification du tableau des effectifs
DELIB_17_11_06	Direction de la population et du guichet unique	Rémunération des agents recenseurs recrutés pour le recensement rénové de la population
DELIB_17_11_07	Direction des affaires scolaires de l'enfance et de la petite enfance	Rapport d'activité 2016 du SIPLARC
VŒU_17_09_RVGE	Groupe "Rouge et verte la gauche ensemble"	Baisse des crédits, politique de la ville
VŒU_17_09_SC	Groupe "socialiste et citoyen"	Nouveau collègue

**Hôtel de Ville de Noisy-le-Sec**

Place du Maréchal-Foch  
93134 Noisy-le-Sec Cedex  
Tél. 01 49 42 66 00  
Fax : 01 48 43 70 96

[www.noisyselec.fr](http://www.noisyselec.fr)





**EXTRAIT**  
**du Registre des Délibérations du Conseil**  
**Municipal**

**N° ...2017/11-01**

**L'an deux mille dix-sept le jeudi 9 novembre à 19 h 30**, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 3 novembre 2017, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

**Assistaient à la séance** : Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Élisabeth LEFEUVRE, Karim HAMRANI, Laurence CORDEAU (*arrivée à 19:53*), Dref MENDACI (*arrivée à 19:40*), Marie-Rose HARENGER, Alexandre BENHAÏM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Jennifer JOBARD (*arrivée à 19:45*), Thomas FRANCESCHINI, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON, Souad TERKI, Samira BUYTENDORP, Nicole RIVOIRE, Saïd YAHIA-CHERIF, Karine SUISSA, Patricia BLANCHARD, Axelle ASIK, Julien-Jack RAGAZ, Maryvonne MOYA, Fadhil KORIMBOCUS, Emmanuel MERCIER, Ibrahim DIARRA, Francis FLOUZAT, Jean-Paul LEFEBVRE, Anne DEO, Patrick LASCOUX, Olivier SARRABEYROUSE, Pascale LABBE.

**Absents ayant donné mandat :**

Laurence CORDEAU à Jean THARY (jusqu'à 19:53)  
Jennifer JOBARD à Guillaume SALOMON (jusqu'à 19:40)  
Olivier DELEU à Marcel SOLIGNY  
Dulcinée AVRIL à Maryvonne MOYA  
Sylvain NICOLAS-NELSON à Nicole RIVOIRE  
Katia GRAVELOT à Laurent RIVOIRE  
Sarrah BEN ALI à Souad TERKI  
Emilie TOPSENT à Thomas FRANCESCHINI  
Christiane DEL POZO à Olivier SARRABEYROUSE  
Gilles GARNIER à Pascal LABBE (à partir de 19:50)  
Corinne BORD à Anne DEO  
Miloud GHERRAS à Ibrahim DIARRA

**Absent sans mandat :**

Gilles GARNIER jusqu'à 19 :50

Le quorum étant atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.

## **1 - DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT URBAIN ET ÉCONOMIQUE**

### **CESSION À L'EURO SYMBOLIQUE DE TERRAINS SITUÉS AVENUE DE BOBIGNY ET RUE LÉO LAGRANGE, AU PROFIT DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS, POUR LA RÉALISATION DU 4ÈME COLLÈGE NOISÉEN**

**Rapporteur :** Madame Yveline JEN

Dans le cadre du Plan Local de l'Urbanisme adopté en Novembre 2012, la Ville de Noisy-le-Sec a identifié le secteur dit « Plaine Ouest » dans ses orientations d'aménagement et de programmation. La Ville porte ainsi, sur ce secteur d'ambition métropolitaine, un véritable projet de requalification urbaine, intégrant la création de nouveaux logements, la consolidation de l'activité économique, le réaménagement des espaces publics et la création de nouveaux équipements publics.

Afin d'accompagner le développement de ce secteur en équipements, la Ville a sollicité dès 2012, le Président du Conseil Départemental à propos de la création d'un nouveau collège sur le territoire communal. Ce vœu a, par la suite, été approuvé par une délibération, lors de la séance du Conseil Municipal du 25 septembre 2014.

La Ville porte aujourd'hui, conjointement avec le Département, le projet de création d'un quatrième collège sur le territoire noiséen. Actée dans le plan « Ambition Collège » 2015 – 2020, la création de ce collège de 700 places, prévue pour la rentrée 2019, doit permettre de répondre aux évolutions démographiques de la commune, à la saturation prochaine des collèges noiséens ainsi qu'à l'arrivée, en collège, de 250 à 400 élèves supplémentaires d'ici 2019.

Le Conseil Municipal a successivement adopté à l'unanimité, lors des séances du 23 mars 2017 et du 20 septembre 2017, les délibérations n°2017/03-14 et n°2017/09-04, portant sur l'acquisition des terrains identifiés pour accueillir le futur collège. Ces terrains sont constitués plus précisément des parcelles cadastrées section M n° 85, 124, 179, 180, 181, 182, 185, 187, 189 ainsi que d'une parcelle provisoirement cadastrée section M n° 188-a, d'une superficie de 1 682 m², issue de la division de la parcelle M n° 188.

Cette division figure au document d'arpentage annexé à la présente délibération. Ce document fixe un vrai métré du terrain divisé, dont la surface de 1 682 m² se substitue aux 1 705 m² mentionnés dans la délibération n°2017/03-14 d'acquisition des terrains auprès de SOFILO. Cette substitution n'affecte en rien les conditions financières établies dans la délibération mentionnée ci-avant.

Comme le prévoit le volet foncier du « Plan Ambition Collège », l'assiette foncière du futur collège est apportée par la Ville au Département à l'euro symbolique et constitue, de ce fait, une contribution et un engagement fort de la Ville au projet.

Il est donc demandé au Conseil Municipal d'approuver la cession des emprises susmentionnées, au profit du Département de la Seine-Saint-Denis, à l'euro symbolique et d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer, au nom de la Ville, tous les actes ou pièces ainsi que la constitution de servitudes le cas échéant nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

### **DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment les articles L.1111-1 et L.1111-4,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2241-1 et suivants,

Vu l'approbation du vœu pour la construction d'un quatrième collège à Noisy-le-Sec par le Conseil Municipal lors de la séance du 25 septembre 2014,



## D É L I B É R A T I O N S   D U   C O N S E I L

M U N I C I P A L

Vu le rapport du Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis du 04 juin 2015 approuvant la réalisation d'un quatrième collège à Noisy-le-Sec,  
Vu l'estimation de l'agence France Domaines en date du 18 octobre 2017,

Vu la délibération n°2017/03-14, en date du 23 mars 2017, adoptée à l'unanimité par le Conseil Municipal, portant sur l'acquisition des emprises appartenant à l'entreprise SOFILO,

Vu la délibération n°2017/09-04, en date du 20 septembre 2017, adoptée à l'unanimité par le Conseil Municipal, portant sur l'acquisition des emprises appartenant à l'entreprise « TASSOS »,

Vu le document d'arpentage en date du 01 septembre 2017, établi par la société GEXPERTISE, définissant au sein de la parcelle M n°188 une parcelle provisoirement cadastrée section M n°188-a, d'une superficie de 1 682 m²,

Considérant le souhait de la Municipalité, renouvelé dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables du Plan Local d'Urbanisme, de mettre en œuvre un projet mixte répondant aux besoins en termes de logements et d'équipements publics, notamment sur le secteur dit « Plaine Ouest »,

Considérant la volonté du Conseil Départemental et de la Municipalité de faire aboutir la création du quatrième collège noiséen afin de répondre à la saturation des établissements scolaires et de garantir une qualité d'enseignement,

### DELIBERE

#### Article 1 :

Les parcelles cadastrées section M n° 85, 124, 179, 180, 181, 182, 185, 187, 189 ainsi qu'une parcelle provisoirement cadastrée section M n° 188-a, d'une superficie de 1 682 m², situées 73 à 81 avenue de Bobigny et 34 à 36 rue Léo Lagrange à Noisy-le-Sec, totalisant une superficie de 7 129 m² seront cédées par la Ville de Noisy-le-Sec au Département de la Seine-Saint-Denis.

#### Article 2 :

Cette cession sera finalisée à l'euro symbolique.

#### Article 3 :

Les frais d'acte seront à la charge du Département de la Seine-Saint-Denis, acquéreur des biens.

#### Article 4 :

Le Conseil Municipal prend acte de la superficie du terrain à détacher de la parcelle M n° 188 telle qu'issu du document d'arpentage annexé à la présente délibération, soit 1 682 m². Le résultat du document d'arpentage est sans incidence sur les modalités financières approuvées lors de la délibération n°2017/03-14 du 23 mars 2017.

#### Article 5 :

Le Conseil Municipal autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer, au nom de la Ville, toutes les pièces et actes d'acquisition ainsi que la constitution de servitudes le cas échéant en vue de l'exécution de la présente délibération.

#### Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

### UNANIMITÉ



La délibération est adoptée

Le Maire

Laurent Rivoire



**EXTRAIT**  
**du Registre des Délibérations du Conseil**  
**Municipal**

**N° ...2017/11-02**

**L'an deux mille dix-sept le jeudi 9 novembre à 19 h 30**, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 3 novembre 2017, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

**Assistaient à la séance** : Mmes, Milles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Élisabeth LEFEUVRE, Karim HAMRANI, Laurence CORDEAU (*arrivée à 19:53*), Dref MENDACI (*arrivée à 19:40*), Marie-Rose HARENGER, Alexandre BENHAIM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Jennifer JOBARD (*arrivée à 19:45*), Thomas FRANCESCHINI, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON, Souad TERKI, Samira BUYTENDORP, Nicole RIVOIRE, Saïd YAHIA-CHERIF, Karine SUISSA, Patricia BLANCHARD, Axelle ASIK, Julien-Jack RAGAZ, Maryvonne MOYA, Fadhil KORIMBOCUS, Emmanuel MERCIER, Ibrahim DIARRA, Francis FLOUZAT, Jean-Paul LEFEBVRE, Anne DEO, Patrick LASCOUX, Olivier SARRABEYROUSE, Pascale LABBE.

**Absents ayant donné mandat :**

Laurence CORDEAU à Jean THARY (jusqu'à 19:53)  
Jennifer JOBARD à Guillaume SALOMON (jusqu'à 19:40)  
Olivier DELEU à Marcel SOLIGNY  
Dulcinée AVRIL à Maryvonne MOYA  
Sylvain NICOLAS-NELSON à Nicole RIVOIRE  
Katia GRAVELOT à Laurent RIVOIRE  
Sarrah BEN ALI à Souad TERKI  
Emilie TOPSENT à Thomas FRANCESCHINI  
Christiane DEL POZO à Olivier SARRABEYROUSE  
Gilles GARNIER à Pascal LABBE (à partir de 19:50)  
Corinne BORD à Anne DEO  
Miloud GHERRAS à Ibrahim DIARRA

**Absent sans mandat :**

Gilles GARNIER jusqu'à 19 :50

Le quorum étant atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.



## **2 - DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT URBAIN ET ÉCONOMIQUE**

### **CESSION D'UN PAVILLON SIS 30 RUE DE MERLAN À NOISY-LE-SEC AU PROFIT DE LA SAEM NOISY-LE-SEC HABITAT**

**Rapporteur :** Madame Yveline JEN

En application des dispositions du Plan Local d'Urbanisme, la Ville de Noisy-le-Sec mène plusieurs opérations visant à garantir l'aboutissement des objectifs de requalification urbaine, d'intervention sur le tissu urbain ancien, et de mixité urbaine et sociale.

En l'espèce, à l'occasion d'une aliénation d'un bien sis 30 rue de Merlan à Noisy-le-Sec, la Municipalité a identifié en lien avec ses services l'opportunité de procéder à une opération ponctuelle d'amélioration de l'habitat. La SAEM Noisy-le-Sec Habitat étant un bailleur particulièrement implanté dans le secteur et celle-ci s'étant rendu propriétaire de bien attenant au pavillon concerné par la vente, elle s'est imposée comme un partenaire naturel de la Ville pour parvenir à un projet urbain certes ponctuel mais participant aux objectifs d'aménagement de la Ville.

En partenariat avec l'EPT Est Ensemble, la Ville de Noisy-le-Sec s'est donc rendue propriétaire par exercice du droit de préemption urbain du bien sis 30 rue de Merlan (à Noisy-le-Sec). L'acte d'acquisition a été signé le 9 octobre dernier.

Il s'agit plus précisément d'un pavillon de 65,44 m<sup>2</sup>, situé sur la parcelle cadastrée section AJ n°35, au sein d'une copropriété.

Comme le stipule la décision du Maire n°17-82, en date du 30 juin 2017, portant sur l'exercice du droit de préemption urbain sur ce bien, ce pavillon a été acquis dans l'objectif de procéder au réaménagement du bâti existant afin de réaliser une nouvelle offre de logement social par l'intermédiaire de la SAEM Noisy-le-Sec Habitat.

Au surplus, le futur conventionnement de ce logement permettra de participer aux objectifs de reconstitution de l'offre sociale rendue nécessaire par les opérations de Renouvellement Urbain prévue sur le territoire noiséen.

Il est donc demandé au Conseil Municipal :

- d'autoriser la cession dudit bien au profit de la SAEM Noisy-le-Sec Habitat au prix de 120 000 Euros net vendeur. Il sera par ailleurs demandé à la SAEM Noisy-le-Sec Habitat de rembourser à la Ville l'ensemble des frais d'actes induits par l'exercice du Droit de Préemption Urbain.
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer au nom de la Ville toutes les pièces ou actes nécessaires à l'exécution de cette délibération.

### **DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques,

Vu l'avis de France Domaine en date du 23 mars 2017,

Vu le Protocole de Préfiguration d'Est Ensemble dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU), par délibération du Conseil Municipal n°2016/12-09 en date du 1er décembre 2016,

Vu la décision du Maire n°17-82, en date du 30 juin 2017, portant sur l'exercice du droit de préemption urbain sur un pavillon sis 30 rue de Merlan à Noisy-le-Sec,

Vu l'acte de vente, en date du 09 octobre 2017, entre Monsieur Stéphane RACINE et la ville de Noisy-le-Sec,  
 Considérant que la Ville de Noisy-le-Sec est devenue propriétaire du bien sis 30 rue de Merlan, à Noisy-le-Sec, par suite de l'exercice de la procédure du droit de préemption qui s'est finalisée par la signature d'un acte de vente le 09 octobre 2017,

Considérant les objectifs de reconstitution de l'offre de logements sociaux inscrits au protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU),

Considérant les objectifs de la SAEM Noisy-le-Sec Habitat de mener une opération de reconstitution de logements sociaux au titre de l'opération de démolition programmée au sein du quartier prioritaire du Londeau,

**DELIBERE**

Article 1

Autorise la cession du pavillon sis 30 rue de Merlan, à Noisy-le-Sec, au sein de la parcelle cadastrée section AJ n°35 au profit de la SAEM Noisy-le-Sec Habitat.

Article 2

Cette cession sera finalisée au prix de 120 000 euros net vendeur.

Article 3

Les frais d'actes seront à la charge de l'acquéreur. La SAEM Noisy le Sec Habitat remboursera par ailleurs à la Ville l'ensemble des frais d'acte rendus nécessaire par l'exercice du Droit de Préemption Urbain.

Article 4

Le Conseil Municipal autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer, au nom de la Ville, toutes les pièces ou actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**ABSTENTION :      11    GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE » ,  
    GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN »**

**POUR :                32    MAJORITÉ MUNICIPALE**

**La délibération a été adoptée**

**Le Maire**

**Laurent Rivoire**







**EXTRAIT**  
**du Registre des Délibérations du Conseil**  
**Municipal**

**N° ...2017/11-03**

**L'an deux mille dix-sept le jeudi 9 novembre à 19 h 30**, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 3 novembre 2017, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

**Assistaient à la séance :** Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Élisabeth LEFEUVRE, Karim HAMRANI, Laurence CORDEAU (*arrivée à 19:53*), Dref MENDACI (*arrivée à 19:40*), Marie-Rose HARENGER, Alexandre BEN HAIM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Jennifer JOBARD (*arrivée à 19:45*), Thomas FRANCESCHINI, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON, Souad TERKI, Samira BUYTENDORP, Nicole RIVOIRE, Saïd YAHIA-CHERIF, Karine SUISSA, Patricia BLANCHARD, Axelle ASIK, Julien-Jack RAGAZ, Maryvonne MOYA, Fadhil KORIMBOCUS, Emmanuel MERCIER, Ibrahim DIARRA, Francis FLOUZAT, Jean-Paul LEFEBVRE, Anne DEO, Patrick LASCOUX, Olivier SARRABEYROUSE, Pascale LABBE.

**Absents ayant donné mandat :**

Laurence CORDEAU à Jean THARY (jusqu'à 19:53)  
Jennifer JOBARD à Guillaume SALOMON (jusqu'à 19:40)  
Olivier DELEU à Marcel SOLIGNY  
Dulcinée AVRIL à Maryvonne MOYA  
Sylvain NICOLAS-NELSON à Nicole RIVOIRE  
Katia GRAVELOT à Laurent RIVOIRE  
Sarrah BEN ALI à Souad TERKI  
Emilie TOPSENT à Thomas FRANCESCHINI  
Christiane DEL POZO à Olivier SARRABEYROUSE  
Gilles GARNIER à Pascal LABBE (à partir de 19:50)  
Corinne BORD à Anne DEO  
Miloud GHERRAS à Ibrahim DIARRA

**Absent sans mandat :**

Gilles Garnier jusqu'à 19 :50

Le quorum étant atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.

### **3 - DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT URBAIN ET ÉCONOMIQUE**

#### **DÉROGATION AU REPOS DOMINICAL DES COMMERCE DE DÉTAIL NOISÉENS POUR L'ANNÉE 2018**

**Rapporteur :** Monsieur Thomas FRANCESCHINI

Dans ce cadre des nouvelles dispositions de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, le Maire est désormais autorisé à accorder une dérogation au repos dominical pour les salariés des commerces de détail pour un maximum de 12 dimanches par an.

Seuls les salariés volontaires pourront travailler lors de ces journées. En contrepartie, les salariés ont droits à un salaire au moins double, ainsi qu'un repos compensateur équivalent au nombre d'heures travaillées ce jour-là.

Par ailleurs, dans les commerces de détail alimentaire de plus de 400 m<sup>2</sup>, si un jour férié est travaillé – en dehors du 1<sup>er</sup> mai –, il est déduit des dimanches désignés par le maire, dans la limite maximale de 3.

La liste des jours accordés lors des « dimanches du Maire » doit désormais être fixée avant le 31 décembre de l'année précédente. La Ville en accord avec les moyennes surfaces alimentaires l'ayant sollicité a fait le choix des dates suivantes pour l'année 2018 :

- 14 et 21 janvier 2018 : soldes d'hiver,
- 29 avril 2018 : avant la fête du travail du 1<sup>er</sup> mai,
- 6 mai 2018 : avant le 8 mai, jour férié,
- 1<sup>er</sup> juillet 2018 : soldes d'été,
- 2 et 9 septembre 2018 : rentrée scolaire,
- 2, 9, 16, 23, 30 décembre 2018 : fêtes de fin d'année.

Il est proposé au Conseil Municipal de se prononcer sur la mise en place de ces 12 dates permettant une dérogation au repos dominical .

#### **DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code du Travail, notamment son article L 3132-26 autorisant le Maire de la commune à accorder une dérogation dominicale, à hauteur de 12 dimanches par an, pour les commerces de détail employant des salariés,

Vu la demande formulée par courrier du 7 août 2017 par Madame Emmanuelle MERVILLE, Directrice des Ressources Humaines du magasin PICARD sis 17 rue Jean Jaurès à Noisy-le-Sec,

Vu la consultation pour avis des organisations syndicales, salariales et patronales,

Vu la consultation pour avis de la métropole du Grand Paris.

Considérant qu'il est souhaitable pour la vitalité économique d'autoriser une ouverture exceptionnelle dominicale pour chaque commerce de détail, lors de certaines dates propices au dynamisme commercial au cours de l'année,

#### **DELIBERE**

##### **Article 1 :**

Emet un avis favorable au principe d'une autorisation d'ouverture des commerces de détail noiséens lors des douze dimanches suivants pour l'année 2018 :

- 14 et 21 janvier 2018,

- 29 avril 2018,
- 6 mai 2018,
- 1<sup>er</sup> juillet 2018,
- 2 et 9 septembre 2018,
- 2, 9, 16, 23, 30 décembre 2018.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**POUR : 32 MAJORITÉ MUNICIPALE**  
**CONTRE : 11 GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE » ,**  
**GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN »**

**La délibération a été adoptée**

**Le Maire**

**Laurent Rivoire**





# DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL



Envoyé en préfecture le 16/11/2017

Reçu en préfecture le 16/11/2017

Affiché le 16/11/2017

ID : 093-219300530-20171109-DELIB\_17\_11\_04-DE

## EXTRAIT du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

N° ...2017/11-04

L'an deux mille dix-sept le jeudi 9 novembre à 19 h 30, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 3 novembre 2017, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

**Assistaient à la séance :** Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Élisabeth LEFEUVRE, Karim HAMRANI, Laurence CORDEAU (*arrivée à 19:53*), Dref MENDACI (*arrivée à 19:40*), Marie-Rose HARENGER, Alexandre BENHAÏM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Jennifer JOBARD (*arrivée à 19:45*), Thomas FRANCESCHINI, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON, Souad TERKI, Samira BUYTENDORP, Nicole RIVOIRE, Saïd YAHIA-CHERIF, Karine SUISSA, Patricia BLANCHARD, Axelle ASIK, Julien-Jack RAGAZ, Maryvonne MOYA, Fadhil KORIMBOCUS, Emmanuel MERCIER, Ibrahim DIARRA, Francis FLOUZAT, Jean-Paul LEFEBVRE, Anne DEO, Patrick LASCOUX, Olivier SARRABEYROUSE, Pascale LABBE.

### Absents ayant donné mandat :

Laurence CORDEAU à Jean THARY (jusqu'à 19:53)  
Jennifer JOBARD à Guillaume SALOMON (jusqu'à 19:40)  
Olivier DELEU à Marcel SOLIGNY  
Dulcinée AVRIL à Maryvonne MOYA  
Sylvain NICOLAS-NELSON à Nicole RIVOIRE  
Katia GRAVELOT à Laurent RIVOIRE  
Sarrah BEN ALI à Souad TERKI  
Emilie TOPSENT à Thomas FRANCESCHINI  
Christiane DEL POZO à Olivier SARRABEYROUSE  
Gilles GARNIER à Pascal LABBE (à partir de 19:50)  
Corinne BORD à Anne DEO  
Miloud GHERRAS à Ibrahim DIARRA

### Absent sans mandat :

Gilles GARNIER jusqu'à 19 :50

Le quorum étant atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.

#### **4 - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES**

##### **TRANSFERT DU PERSONNEL DE LA MÉDIATHÈQUE À EST ENSEMBLE**

**Rapporteur :** Madame Nicole RIVOIRE

L'article L 5211-4-1 du CGCT prévoit que les fonctionnaires et agents territoriaux qui remplissent en totalité leurs fonctions dans un service ou partie de service transféré, sont transférés dans l'EPCI. Les modalités de transfert interviennent par décision conjointe entre la ville et l'EPCI, l'EPT Est Ensemble.

##### **ETAT DES LIEUX**

La médiathèque est dans la ville un lieu ressource privilégié d'accès à la culture, à l'information, à la formation et aux loisirs. Sa vocation première est de proposer à l'ensemble de la population une offre de lecture publique riche et attractive réunissant livres et revues, documents sonores, films, jeux, ressources multimédia et accès à internet.

Parallèlement, pour mieux répondre à sa vocation de développement de la lecture publique, la médiathèque met en place des partenariats réguliers avec l'ensemble des établissements scolaires de la ville, ainsi qu'avec la plupart des structures « petite enfance » et des centres de loisirs. Ces actions partenariales concernent également des groupes d'adultes (cours d'apprentissage du français, associations de personnes handicapées, personnes âgées, personnes en recherche d'emploi).

De plus, la Médiathèque organise régulièrement des manifestations culturelles destinées à promouvoir et valoriser les contenus et la diversité de ses collections.

##### **AVANCEES DU PROCESSUS DE TRANSFERT A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION**

Dans le cadre du transfert des équipements culturels d'intérêt communautaire, les bibliothèques ont été identifiées ainsi que les cinémas et les conservatoires.

L'avantage d'un transfert est de tisser un réseau et de mutualiser afin d'optimiser les coûts de fonctionnement et de masse salariale des équipements.

A ce jour, les bibliothèques transférées à Est Ensemble sont celles de : Bondy, Pantin, les Lilas, le Pré-Saint-Gervais et Montreuil.

La ville de Noisy-le-Sec a déjà transféré le cinéma le Trianon et le Conservatoire. Elle est donc dotée des connaissances du processus de transfert et de l'expérience résultant de la pratique.

En terme budgétaire, un transfert de la médiathèque et de l'annexe représente un budget neutre pour la ville de Noisy car les frais seront compensés par la CLECT.

La proposition de transfert des agents de la médiathèque et de la ludothèque a été actée en décembre 2016 par le Bureau municipal de la ville et a été fixée, en accord avec l'EPT Est Ensemble au 1er janvier 2018.

Les agents territoriaux qui remplissent leurs fonctions dans ce service sont transférés à l'EPT Est Ensemble dans les conditions de statuts et d'emplois qui sont les leurs.

Les agents territoriaux conservent, s'ils y ont intérêt, les avantages qu'ils ont acquis individuellement en matière de rémunération et de retraite. Ils continuent à bénéficier du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que tous les avantages collectivement acquis (articles 111 et 111-1 de la loi n°84-53).

A ce jour, les 39 agents affectés à ces équipements ont été informés des dispositions prises. Plusieurs rencontres se sont tenues avec eux afin de leur présenter le projet et leur indiquer le rétro-planning du transfert.



Le processus administratif et le processus de concertation avec les agents est engagé depuis janvier 2017 :

- Jeudi 30 mars 2017 : une réunion de présentation générale du transfert à l'ensemble des agents des médiathèques s'est tenue à la Médiathèque Roger-Gouhier en présence des directions générales de Noisy-le-Sec et d'Est Ensemble, de leur Directions des Affaires culturelles et des Elus à la Culture ainsi que des DRH.
- Entre le 23 et le 26 mai 2017 : l'ensemble des agents a été reçu individuellement par la DRH d'Est Ensemble pour évoquer les dossiers individuels de chaque agent. Cet échange a permis d'évoquer la situation individuelle et la carrière de chacun.
- Le 30 mai 2017 : une réunion d'information s'est tenue avec les DRH de Noisy-le-Sec et d'Est Ensemble, les deux DAC et les DGA de secteur. Chaque agent a été invité à se rapprocher de la Direction des Ressources Humaines de Noisy-le-Sec et de l'EPT Est Ensemble.

La Médiathèque et la ludothèque de Noisy-le-Sec comptent 39 agents (cf. tableau et organigramme détaillé en annexe).

Une délibération de définition d'intérêt territorial portant sur le transfert de la médiathèque Roger-Gouhier et la ludothèque du Londeau est passée au Conseil de Territoire d'Est Ensemble le 4 juillet 2017.

Au cours de l'ensemble des échanges mentionnés précédemment, il a été spécifiquement précisé que l'EPT souhaitait conserver le fonctionnement actuel d'organisation du service.

Il a aussi été précisé que le projet culturel qui fait la qualité de ces deux équipements, y compris les projets transversaux avec les écoles et les collèges ainsi que le CCAS, ne serait en aucun cas remis en cause.

Pour un agent, éducateur principal de jeunes enfants, devant être reclassé dans le cadre des dispositions prévus au PPCR (Parcours professionnel, carrière et rémunération) en 2018 pour ce cadre d'emploi, une mise à disposition du 1er janvier au 30 juin 2018 est envisagée afin de lui permettre de bénéficier du PPCR avant changement de filière, cette étape transitoire étant plus avantageuse pour l'agent.

Il appartient au conseil municipal d'approuver, suite à l'information au Comité technique en date du 11 mai 2017, et la consultation pour avis de celui-ci en date du 26 septembre 2017, le principe de transfert des personnels suivants à l'EPT Est Ensemble à compter du 1er janvier 2018.

## DELIBERATION

Le conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu la loi n° 2004-809 du 13 juillet 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

Vu le décret n° 2015-1661 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Romainville,

Vu les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois et organisant les grades s'y rapportant, pris en application de l'article 4 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée,



# D É L I B É R A T I O N S   D U   C O N S E I L   M U N I C I P A L

Envoyé en préfecture le 16/11/2017  
 Reçu en préfecture le 16/11/2017  
 Affiché le 16/11/2017  
 ID : 093-219300580-2017-1109-DELIB\_17\_11\_04-DE

Vu la délibération du Conseil de territoire d'Est Ensemble du 4 juillet 2017 n° CT2017-07-04-2 déclarant la médiathèque Roger Gouhier de Noisy-le-Sec et son annexe du Londeau d'intérêt territorial,

Vu l'avis favorable à l'unanimité du Comité technique en date du 26 septembre 2017,

Vu l'avis du comité technique de l'Etablissement Public Territorial Est Ensemble,  
 Considérant que l'article L. 5211-4-1 du CGCT prévoit que les fonctionnaires et agents territoriaux qui remplissent en totalité leurs fonctions dans un service ou partie de service transféré, sont transférés dans l'EPCI. Les modalités de transfert interviennent par décision conjointe entre la ville et l'EPCI, EPT Est Ensemble,

Considérant que la proposition du transfert des agents de la médiathèque et de la ludothèque a été actée en décembre 2016 par le Bureau municipal de la ville et a été fixée, en accord avec l'EPT Est Ensemble au 1er janvier 2018,

Considérant que les agents territoriaux qui remplissent leurs fonctions dans ce service sont transférés à l'EPT Est Ensemble dans les conditions de statuts et d'emplois qui sont les leurs,

Considérant que les agents territoriaux conservent, s'ils y ont intérêt, les avantages qu'ils ont acquis individuellement en matière de rémunération et de retraite. Ils continuent à bénéficier du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que tous les avantages collectivement acquis avant l'entrée en vigueur de la loi n°2007-209, ayant le caractère de complément de rémunération au sein de la commune d'origine (article 111 de la loi n°84-53 modifié par la loi n°2007-209 et article 111-1),

Considérant qu'à ce jour, les 39 agents affectés à ces équipements ont été informés des dispositions prises. Plusieurs rencontres se sont tenues avec eux afin de leur présenter le projet et de leur indiquer le rétro-planning du transfert.

Considérant que cette décision de transfert sera finalisée par la signature d'arrêtés nominatifs portant transfert des agents concernés par l'EPT,

Considérant que Monsieur le Maire propose d'acter le principe de transfert des personnels suivants à l'EPT Est Ensemble :

	Fonction	Grade	statut	ETP	Observation(s)
Acc, équipement et adm	directrice	attachée	titulaire	1	
	dir adj	assistant de conservation principal 2e cl	titulaire	1	
	accueil	assistant de conservation principal 2e cl	titulaire	1	
	régisseur	adjoint territorial du patrimoine	titulaire	0,8	
	chargée anim	Assistant de conservation principal 2e cl	titulaire	1	
	resp accueil	Adjoint territorial animation	titulaire	1	Changement de filière prévu sur grade adjoint administratif 2ème cl avant le 01/01/2018 sous réserve avis CAP

## DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

	accueil	agent administratif pal 2cl	titulaire	1	
	accueil	adjoint administratif	titulaire	1	
	manut	adjoint administratif	titulaire	1	
	manut	adjoint administratif	titulaire	1	
	manut	Adjoint administratif	titulaire	1	
	accueil	adjoint territorial animation	titulaire	1	
Adulte	resp section adultes	Bibliothécaire	titulaire	1	
	agent de section	adjoint du patrimoine	stagiaire	1	
	agent de section	assistant de conservation principal 1ère cl,	titulaire	0,8	
	agent de section	adjoint territorial du patrimoine 2° classe	Stagiaire	1	
	agent de section	adjoint admin territorial	titulaire	1	
	agent de section	adjoint territorial du patrimoine	titulaire	0,8	
	agent de section	adjoint territorial du patrimoine	titulaire	1	
Jeunesse	agent de section	Assistant du patrimoine pal 1ère classe	titulaire	0,8	
	agent de section	Assistante du patrimoine	titulaire	0,5	
	resp section jeunesse	Bibliothécaire	titulaire	0,8	
	agent de section	adjoint territorial du patrimoine 2° classe	titulaire	1	
	agent de section	adjoint territorial du patrimoine 2ème classe	titulaire	1	
	agent de section	animateur	titulaire	0,5	changement de filière prévu sur grade assistant de conservation avant le 01/01/2018
	agent de section	adjoint territorial du patrimoine 2° classe	titulaire	0,8	
	agent de section	Assistant de conservation principal 2e cl	titulaire	0,8	
Multim	resp section multimédia	Adjoint du patrimoine principal - 1ere cl	titulaire	1	
	animateur multimédia	Adjoint du patrimoine principal 2cl	titulaire	1	
	animateur multimédia	agent de maîtrise principal	titulaire	1	
	animateur multimédia	Adjoint du patrimoine principale 2cl	titulaire	1	
Annexe	agent annexe	adjoint territorial du patrimoine	titulaire	1	

## DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

-----

	agent annexe	adjoint d'animation 2ème cl	titulaire	1	changement de filière prévu sur grade adjoint du patrimoine avant le 01/01/2018
	agent annexe	Assistante du patrimoine	titulaire	1	
	agent annexe	Adjoint territorial animation	titulaire	1	changement de filière prévu sur grade adjoint du patrimoine avant le 01/01/2018
Disco	agent de section	assistante de conservation principal	titulaire	1	
	responsable disco	assistante de conservation principal 1ère cl	titulaire	1	
	agent de section	adjoint territorial du patrimoine	titulaire	1	

Considérant que Monsieur le Maire, propose d'acter le principe, pour un agent, éducateur principal de jeunes enfants, devant être reclassé dans le cadre des dispositions prévus au PPCR (Parcours professionnel, carrière et rémunération) en 2018 pour ce cadre d'emploi, une mise à disposition temporaire du 1er janvier au 30 juin 2018 ceci afin de lui permettre de bénéficier du PPCR avant changement de filière et transfert définitif. Cette étape transitoire étant plus avantageuse pour l'agent.

## DELIBERE

Article 1 :

Approuve le principe de transfert des personnels suivants à l'EPT Est Ensemble à compter du 1er janvier 2018 :

	Fonction	Grade	statut	ETP	Observation(s)
Acc, équipement et adm	directrice	attachée	titulaire	1	
	dir adj	assistant de conservation principal 2e cl	titulaire	1	
	accueil	assistant de conservation principal 2e cl	titulaire	1	
	régisseur	adjoint territorial du patrimoine	titulaire	0,8	
	chargée anim	Assistant de conservation principal 2e cl	titulaire	1	
	resp accueil	Adjoint territorial animation	titulaire	1	Changement de filière prévu sur grade adjoint administratif 2ème cl avant le 01/01/2018 sous réserve avis CAP



## D É L I B É R A T I O N S   D U   C O N S E I L   M U N I C I P A L

-----

	accueil	agent administratif pal 2cl	titulaire	1	
	accueil	adjoint administratif	titulaire	1	
	manut	adjoint administratif	titulaire	1	
	manut	adjoint administratif	titulaire	1	
	manut	Adjoint administratif	titulaire	1	
	accueil	adjoint territorial animation	titulaire	1	
Adulte	resp section adultes	Bibliothécaire	titulaire	1	
	agent de section	adjoint du patrimoine	stagiaire	1	
	agent de section	assistant de conservation principal 1ère cl,	titulaire	0,8	
	agent de section	adjoint territorial du patrimoine 2° classe	Stagiaire	1	
	agent de section	adjoint admin territorial	titulaire	1	
	agent de section	adjoint territorial du patrimoine	titulaire	0,8	
	agent de section	adjoint territorial du patrimoine	titulaire	1	
Jeunesse	agent de section	Assistant du patrimoine pal 1ère classe	titulaire	0,8	
	agent de section	Assistante du patrimoine	titulaire	0,5	
	resp section jeunesse	Bibliothécaire	titulaire	0,8	
	agent de section	adjoint territorial du patrimoine 2° classe	titulaire	1	
	agent de section	adjoint territorial du patrimoine 2ème classe	titulaire	1	
	agent de section	animateur	titulaire	0,5	changement de filière prévu sur grade assistant de conservation avant le 01/01/2018
	agent de section	adjoint territorial du patrimoine 2° classe	titulaire	0,8	
	agent de section	Assistant de conservation principal 2e cl	titulaire	0,8	
Multim	resp section multimédia	Adjoint du patrimoine principal - 1ere cl	titulaire	1	
	animateur multimédia	Adjoint du patrimoine principal 2cl	titulaire	1	
	animateur multimédia	agent de maîtrise principal	titulaire	1	
	animateur multimédia	Adjoint du patrimoine principale 2cl	titulaire	1	
Annexe	agent annexe	adjoint territorial du patrimoine	titulaire	1	

# D É L I B É R A T I O N S   D U   C O N S E I L   M U N I C I P A L

	agent annexe	adjoint d'animation 2ème cl	titulaire	1	changement de filière prévu sur grade adjoint du patrimoine avant le 01/01/2018
	agent annexe	Assistante du patrimoine	titulaire	1	
	agent annexe	Adjoint territorial animation	titulaire	1	changement de filière prévu sur grade adjoint du patrimoine avant le 01/01/2018
Disco	agent de section	assistante de conservation principal	titulaire	1	
	responsable disco	assistante de conservation principal 1ère cl	titulaire	1	
	agent de section	adjoint territorial du patrimoine	titulaire	1	

Soit 38 agents.

## Article 2 :

Approuve le principe de la mise à disposition temporaire d'un agent, éducateur principal de jeunes enfants du 1er janvier au 30 juin 2018 dans l'attente de son transfert définitif.

## Article 3 :

Informe que cette décision sera finalisée par la signature d'arrêtés nominatifs portant transfert des agents concernés par l'EPT, puis des arrêtés de radiation en découlant par la municipalité.

## Article 4 :

Précise que les agents territoriaux conservent, s'ils y ont intérêt, les avantages qu'ils ont acquis individuellement en matière de rémunération et de retraite. Ils continuent à bénéficier du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que tous les avantages collectivement acquis avant l'entrée en vigueur de la loi n°2007-209, ayant le caractère de complément de rémunération au sein de la commune d'origine (article 111 de la loi n°84-53 modifié par la loi n°2007-209 et article 111-1).

## Article 5 :

Précise que le transfert de personnel aura pour conséquence la suppression future des emplois au tableau des effectifs municipaux, après avis du Comité technique compétent.

## Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**ABSTENTION : 4 GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN »**

**POUR : 39 MAJORITÉ MUNICIPALE, GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »**



**La délibération a été adoptée**

**Le Maire**

**Laurent Rivoire**

# DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL

Envoyé en préfecture le 17/11/2017

Reçu en préfecture le 17/11/2017

Affiché le 16/11/2017

ID : 093-219300530-20171109-DELIB\_17\_11\_05V-DE



## EXTRAIT du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

N° ...2017/11-05

L'an deux mille dix-sept le jeudi 9 novembre à 19 h 30, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 3 novembre 2017, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

**Assistaient à la séance :** Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Élisabeth LEFEUVRE, Karim HAMRANI, Laurence CORDEAU (*arrivée à 19:53*), Dref MENDACI (*arrivée à 19:40*), Marie-Rose HARENGER, Alexandre BENHAÏM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Jennifer JOBARD (*arrivée à 19:45*), Thomas FRANCESCHINI, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON, Souad TERKI, Samira BUYTENDORP, Nicole RIVOIRE, Saïd YAHIA-CHERIF, Karine SUISSA, Patricia BLANCHARD, Axelle ASIK, Julien-Jack RAGAZ, Maryvonne MOYA, Fadhil KORIMBOCUS, Emmanuel MERCIER, Ibrahim DIARRA, Francis FLOUZAT, Jean-Paul LEFEBVRE, Anne DEO, Patrick LASCOUX, Olivier SARRABEYROUSE, Pascale LABBE.

### **Absents ayant donné mandat :**

Laurence CORDEAU à Jean THARY (jusqu'à 19:53)  
Jennifer JOBARD à Guillaume SALOMON (jusqu'à 19:40)  
Olivier DELEU à Marcel SOLIGNY  
Dulcinée AVRIL à Maryvonne MOYA  
Sylvain NICOLAS-NELSON à Nicole RIVOIRE  
Katia GRAVELOT à Laurent RIVOIRE  
Sarra BEN ALI à Souad TERKI  
Emilie TOPSENT à Thomas FRANCESCHINI  
Christiane DEL POZO à Olivier SARRABEYROUSE  
Gilles GARNIER à Pascal LABBE (à partir de 19:50)  
Corinne BORD à Anne DEO  
Miloud GHERRAS à Ibrahim DIARRA

### **Absent sans mandat :**

Gilles GARNIER jusqu'à 19 :50

Le quorum étant atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.



# D É L I B É R A T I O N S   D U   C O N S E I L   M U N I C I P A L

-----

## **5 - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES**

### **MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS**

**Rapporteur :** Madame Nicole RIVOIRE

Il convient de mettre à jour le tableau des effectifs en fonction des derniers mouvements de personnel, des évolutions de carrière (et notamment du tableau annuel d'avancement de grades). Les suppressions d'emplois ont fait l'objet d'une consultation du Comité technique en date du 26 septembre 2017.

A - Les postes à supprimer du tableau des emplois au titre des :

#### 1 – Avancements de grade, promotions internes :

- 7 adjoints administratif principaux de 2ème classe territorial,
- 2 rédacteurs
- 1 technicien,
- 1 adjoint technique de 1ère classe,
- 1 adjoints technique principal de 2ème classe,
- 6 ASEM principales de 2ème classe,
- 1 agent social,
- 6 auxiliaires de puériculture principales de 2ème classe,
- 1 animateur principal de 2ème classe,

#### 2 – Changements de filière ou intégrations directes :

- 2 rédacteurs,
- 1 adjoint technique,
- 1 animateur principal de 2ème classe,

#### 3 – Départs (retraite, démission, mutation, détachement) avec recrutement sur autre grade:

- 1 adjoint administratif principal de 1ère classe,
- 1 rédacteur,
- 1 rédacteur principal de 2ème classe,
- 1 ingénieur,
- 1 technicien principal de 1ère classe,
- 1 agent de maîtrise principal,
- 1 adjoint technique de 1ère classe,
- 4 adjoints techniques principaux de 2ème classe,
- 1 éducateur des APS principal de 1ère classe,
- 1 attaché de conservation,
- 1 bibliothécaire,

#### 4 – Réussites concours ou examens professionnels :

- 1 rédacteur,
- 1 éducateur des APS,
- 1 adjoint du patrimoine de 1ère classe,

#### 5 – Recrutements :

- 1 puéricultrice de classe supérieure,
- 1 brigadier chef,

B – Les postes à créer au tableau des emplois suite à un détachement et à des intégrations directes (changement de filière) :

- 1 puéricultrice hors classe à temps complet, suite à un détachement, pour exercer les fonctions de directrice de structure à la petite enfance, au sein de la direction des affaires scolaires, de l'enfance et de la petite enfance.
- 2 adjoints du patrimoine à temps complet suite à deux intégrations directes, pour exercer les fonctions d'agent de bibliothèque au sein de la direction des affaires culturelles.

C – Par ailleurs, suite à une vacance de poste, sont rappelées les conditions de recrutement des emplois de catégorie A :

Direction de l'environnement et des espaces verts:

- 1 poste permanent à temps complet de catégorie A est vacant sur le grade d'ingénieur pour occuper les fonctions de directeur (rice). Ce poste a pour missions principales, le pilotage, le contrôle et la coordination des différents services de la direction, la participation à la définition et à la mise en œuvre des orientations stratégiques en matière d'espaces verts et d'environnement.

Pour ce poste de catégorie A, filière technique, la délibération autorisant le Maire à recruter sur celui-ci doit préciser:

- les missions principales du poste
- le niveau de qualification attendu
- le niveau de rémunération envisagé
- le cas échéant les modalités de recrutement par voie contractuelle, à défaut de candidatures de fonctionnaires correspondant au profil recherché, dans les conditions de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984.

Il est demandé au Conseil municipal de valider la mise à jour du tableau des effectifs.

## DELIBERATION

Le conseil,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois et organisant les grades s'y rapportant, pris en application de l'article 4 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée,

Vu la délibération n°2017/06-19 du 22 juin 2017 portant mise à jour du tableau des effectifs,

Vu l'avis du Comité technique en date du 26 septembre 2017,

Vu l'amendement de la majorité municipale présenté en séance,

Considérant les besoins des services, les évolutions de carrière et la nécessité de modifier le tableau des emplois permanents. Il convient de mettre à jour le tableau des effectifs en fonction des derniers mouvements de personnel, des évolutions de carrière (et notamment du tableau annuel d'avancement de grades ayant fait l'objet de créations d'emplois au Conseil municipal du 22 juin 2017) et des besoins en recrutement.

## DELIBERE

### Article 1 :

Décide la suppression des grades ci-dessous :

#### 1 – Avancements de grade, promotions internes :

- 7 adjoints administratif principaux de 2ème classe territorial,
- 2 rédacteurs
- 1 technicien,
- 1 adjoint technique principal de 1ère classe,
- 1 adjoints technique principal de 2ème classe,
- 6 ASEM principales de 2ème classe,
- 1 agent social,
- 6 auxiliaires de puériculture principales de 2ème classe,
- 1 animateur principal de 2ème classe,



## 2 – Changements de filière ou intégrations directes :

- 1 rédacteur,
- 1 adjoint technique,
- 1 animateur principal de 2ème classe,

## 3 – Départs (retraite, démission, mutation, détachement) avec recrutement sur autre grade :

- 1 adjoint administratif principal de 1ère classe,
- 1 rédacteur,
- 1 rédacteur principal de 2ème classe,
- 1 ingénieur,
- 1 technicien principal de 1ère classe,
- 1 agent de maîtrise principal,
- 1 adjoint technique principal de 1ère classe,
- 4 adjoints techniques principaux de 2ème classe,
- 1 éducateur des APS principal de 1ère classe,
- 1 attaché de conservation,
- 1 bibliothécaire,

## 4 – Réussites concours ou examens professionnels :

- 1 rédacteur,
- 1 éducateur des APS,
- 1 adjoint du patrimoine de 1ère classe,

## 5 – Recrutements :

- 1 puéricultrice de classe supérieure,
- 1 brigadier chef,

### Article 2 :

Approuve les créations d'emplois suivantes liées à des évolutions d'emplois et de carrières:

- 1 puéricultrice hors classe à temps complet, suite à un détachement, pour exercer les fonctions de directrice de structure à la petite enfance, au sein de la direction des affaires scolaires, de l'enfance et de la petite enfance.
- 2 adjoints du patrimoine à temps complet suite à deux intégrations directes (changement de filière), pour exercer les fonctions d'agent de bibliothèque au sein de la direction des affaires culturelles.

### Article 3 :

Déclare qu'un poste permanent à temps complet de catégorie A est vacant sur le grade d'ingénieur pour occuper les fonctions de directeur (rice) de l'environnement et des espaces verts.

Ce poste a pour missions principales, le pilotage, le contrôle et la coordination des différents services de la direction, la participation à la définition et à la mise en œuvre des orientations stratégiques en matière d'espaces verts et d'environnement.

L'agent recruté doit justifier d'une formation supérieure dans le domaine des espaces verts et de l'environnement.

La rémunération est établie entre le 1er et le 10ème échelon du grade d'ingénieur territorial.

Elle pourra éventuellement être complétée par le versement d'un régime indemnitaire correspondant au grade et au niveau de responsabilité.

S'ajoute à cette rémunération, l'attribution de la prime annuelle accordée aux emplois permanents selon les conditions fixées par délibération.

Si l'appel à candidature pour recruter un fonctionnaire sur ce poste est infructueux, et compte tenu des besoins du service, le recrutement pourra se faire sur la base de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi du 26 janvier 1984. Conformément aux dispositions de l'article sus-mentionné, l'agent ainsi recruté sera engagé par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale, renouvellement compris, de six ans. Si, à l'issue de cette



# DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Envoyé en préfecture le 17/11/2017

Reçu en préfecture le 17/11/2017

Affiché le 16/11/2017

ID : 093-219300530-20171109-DELIB\_17\_11\_05V-DE

durée, ce contrat devait être reconduit, il ne pourra l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

## Article 4 :

Dit que la dépense sera imputée sur le budget communal au chapitre 012 de l'exercice 2017 et des exercices à venir.

## Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**ABSTENTION : 4 GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN »**  
**POUR : 39 MAJORITÉ MUNICIPALE, GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »**

**La délibération a été adoptée**

**Le Maire**

**Laurent Rivoire**



# DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL

Envoyé en préfecture le 16/11/2017

Reçu en préfecture le 16/11/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20171109-DELIB\_17\_11\_06-DE



## EXTRAIT du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

N° ...2017/11-06

L'an deux mille dix-sept le jeudi 9 novembre à 19 h 30, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 3 novembre 2017, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

**Assistaient à la séance :** Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Élisabeth LEFEUVRE, Karim HAMRANI, Laurence CORDEAU (*arrivée à 19:53*), Dref MENDACI (*arrivée à 19:40*), Marie-Rose HARENGER, Alexandre BENHAÏM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Jennifer JOBARD (*arrivée à 19:45*), Thomas FRANCESCHINI, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON, Souad TERKI, Samira BUYTENDORP, Nicole RIVOIRE, Saïd YAHIA-CHERIF, Karine SUISSA, Patricia BLANCHARD, Axelle ASIK, Julien-Jack RAGAZ, Maryvonne MOYA, Fadhil KORIMBOCUS, Emmanuel MERCIER, Ibrahim DIARRA, Francis FLOUZAT, Jean-Paul LEFEBVRE, Anne DEO, Patrick LASCOUX, Olivier SARRABEYROUSE, Pascale LABBE.

### Absents ayant donné mandat :

Laurence CORDEAU à Jean THARY (jusqu'à 19:53)  
Jennifer JOBARD à Guillaume SALOMON (jusqu'à 19:40)  
Olivier DELEU à Marcel SOLIGNY  
Dulcinée AVRIL à Maryvonne MOYA  
Sylvain NICOLAS-NELSON à Nicole RIVOIRE  
Katia GRAVELOT à Laurent RIVOIRE  
Sarrah BEN ALI à Souad TERKI  
Emilie TOPSENT à Thomas FRANCESCHINI  
Christiane DEL POZO à Olivier SARRABEYROUSE  
Gilles GARNIER à Pascal LABBE (à partir de 19:50)  
Corinne BORD à Anne DEO  
Miloud GHERRAS à Ibrahim DIARRA

### Absent sans mandat :

Gilles GARNIER jusqu'à 19 :50

Le quorum étant atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.

**6 - DIRECTION DE LA POPULATION ET DU GUICHET UNIQUE****RÉMUNÉRATION DES AGENTS RECENSEURS RECRUTÉS POUR LE RECENSEMENT RÉNOVÉ DE LA POPULATION**

**Rapporteur :** Madame Laurence CORDEAU

Le recensement de la population repose sur une technique d'enquêtes annuelles pour les communes de 10 000 habitants et plus.

Il se déroule chaque année entre le 3ème jeudi du mois de janvier et le 4ème samedi du mois de février (date impérative).

Les communes sont chargées, par la loi relative à la démocratie de proximité du 27 février 2002, de préparer et de réaliser les enquêtes de recensement. A ce titre, elles reçoivent chaque année, une dotation forfaitaire de l'État.

L'INSEE se voit confier le soin d'organiser et de contrôler la collecte des informations, l'exploitation des données et la diffusion des résultats. La réalisation des enquêtes de recensement repose sur un partenariat étroit entre les communes et l'INSEE.

Monsieur le Maire nomme les acteurs du recensement par arrêté : le coordonnateur, l'adjoint et les agents recenseurs.

	Rémunération nette en euros
Feuille de logement	4,00
Fiche de logement non enquêtée	2,00
Tournée de reconnaissance	50,00
Prime de qualité de collecte	100,00
Prime de clôture	100,00
Prime étendue de terrain (déplacements)	30,00

Il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser l'inscription du montant de la dotation forfaitaire au budget pour le financement des opérations de recensement, et d'approuver la rémunération proposée pour chaque agent recenseur au prorata du travail effectué.

**DELIBERATION**

Le conseil,

Vu l'article L. 2122-21 du code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité autorisant le recensement, notamment le III de l'article 156 disposant que les enquêtes de recensement sont préparées et réalisées par les communes qui à ce titre reçoivent une dotation forfaitaire de l'État,

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

Vu le décret en Conseil d'État définissant les modalités d'application du titre V ("Des opérations de recensement") de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002,

Considérant que l'organisation locale de la collecte du recensement est placée sous la responsabilité de Monsieur le Maire,

Considérant que l'INSEE verse tous les ans une dotation forfaitaire pour aider les communes à mettre en place les moyens nécessaires à la bonne organisation locale de la collecte du recensement.



# DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Envoyé en préfecture le 16/11/2017

Reçu en préfecture le 16/11/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20171109-DELIB\_17\_11\_06-DE

Considérant que les primes facultatives non attribuées aux agents recenseurs ayant interrompu leur mission avant la fin ou ayant été suspendus en cours d'opérations, pourraient être ré attribuées aux personnes ayant repris en charge le secteur de l'agent suspendu,

**DELIBERE**

## Article 1 :

Confie à Monsieur le Maire les modalités pratiques d'organisation de la collecte (sectorisation, nombre d'agents recenseurs, etc...) en fonction des besoins et des moyens mis à disposition par l'INSEE.

## Article 2 :

Fixe comme suit la rémunération de chaque agent recenseur au prorata du travail effectué:

	Rémunération nette en euros
Feuille de logement	4,00
Fiche de logement non enquêtée	2,00
Tournée de reconnaissance	50,00
Prime de qualité de collecte	100,00
Prime de clôture	100,00
Prime étendue de terrain (déplacements)	30,00

## Article 3 :

Dit que les primes de qualité de collecte et de clôture seront attribuées en fonction du travail fourni par les agents recenseurs lors des différentes étapes de collecte et que la prime d'étendue de terrain sera attribuée en fonction de l'étendue du territoire à couvrir par l'agent recenseur.

## Article 4 :

Dit que la dépense sera inscrite sur le budget de la Ville et que la dotation forfaitaire de recensement, versée en une seule fois par l'INSEE, sera inscrite en recettes du même budget.

## Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**UNANIMITÉ**

**La délibération est adoptée**

**Le Maire**

**Laurent Rivoire**



# DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL



Envoyé en préfecture le 16/11/2017

Reçu en préfecture le 16/11/2017

Affiché le 16/11/2017

ID : 093-219300530-20171109-DELIB\_17\_11\_07-DE

## EXTRAIT du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

N° ...2017/11-07

L'an deux mille dix-sept le jeudi 9 novembre à 19 h 30, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 3 novembre 2017, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

**Assistaient à la séance :** Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Élisabeth LEFEUVRE, Karim HAMRANI, Laurence CORDEAU (*arrivée à 19:53*), Dref MENDACI (*arrivée à 19:40*), Marie-Rose HARENGER, Alexandre BEN HAIM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Jennifer JOBARD (*arrivée à 19:45*), Thomas FRANCESCHINI, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON, Souad TERKI, Samira BUYTENDORP, Nicole RIVOIRE, Saïd YAHIA-CHERIF, Karine SUISSA, Patricia BLANCHARD, Axelle ASIK, Julien-Jack RAGAZ, Maryvonne MOYA, Fadhil KORIMBOCUS, Emmanuel MERCIER, Ibrahim DIARRA, Francis FLOUZAT, Jean-Paul LEFEBVRE, Anne DEO, Patrick LASCOUX, Olivier SARRABEYROUSE, Pascale LABBE.

### Absents ayant donné mandat :

Laurence CORDEAU à Jean THARY (jusqu'à 19:53)  
Jennifer JOBARD à Guillaume SALOMON (jusqu'à 19:40)  
Olivier DELEU à Marcel SOLIGNY  
Dulcinée AVRIL à Maryvonne MOYA  
Sylvain NICOLAS-NELSON à Nicole RIVOIRE  
Katia GRAVELOT à Laurent RIVOIRE  
Sarra BEN ALI à Souad TERKI  
Emilie TOPSENT à Thomas FRANCESCHINI  
Christiane DEL POZO à Olivier SARRABEYROUSE  
Gilles GARNIER à Pascal LABBE (à partir de 19:50)  
Corinne BORD à Anne DEO  
Miloud GHERRAS à Ibrahim DIARRA

### Absent sans mandat :

Gilles Garnier jusqu'à 19 :50

Le quorum étant atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.

**7 - DIRECTION DES AFFAIRES SCOLAIRES DE L'ENFANCE ET DE LA PETITE ENFANCE****RAPPORT D'ACTIVITÉ 2016 DU SIPLARC**

**Rapporteur :** Monsieur Laurent RIVOIRE

Le Syndicat intercommunal de production et de livraison alimentaire de repas collectifs (SIPLARC) est un syndicat à vocation unique créé par les villes de Bondy et Noisy-le-Sec en 2001. Ces deux villes sont actuellement les deux seules villes adhérentes au SIPLARC.

Pour l'année 2016, le SIPLARC a produit 1 619 156 repas pour les villes de Bondy et Noisy-Le-Sec, soit une diminution de 2,96 % par rapport à 2015.

Les dépenses alimentaires sont en baisse de 5,25 % avec 3 026 257 €.

Les dépenses de personnel sont en hausse de 1,93 % avec 2 096 586 €.

Les recettes des ventes sont en baisse de 2,64 % avec 6 591 671 €.

Le prix des repas proposé dans les écoles est stable à 3,49 € TTC depuis 2012.

Les dépenses d'équipement s'élèvent à 49 617 €, en baisse par rapport aux années précédentes.

A travers des animations, le SIPLARC permet aux noiséens et bondinois de découvrir son fonctionnement, ses locaux, et les informe sur les principes élémentaires de l'éducation nutritionnelle.

Les contrôles microbiologiques sont effectués régulièrement, conformément à la réglementation en vigueur.

Ces prélèvements bactériologiques montrent un taux de satisfaction de 96,83% sur 252 prélèvements effectués au cours de l'année.

Conformément à l'article L. 5211-39 du code général des collectivités territoriales, et suite à la transmission par le SIPLARC de son rapport d'activité 2016, il est demandé au Conseil Municipal de prendre acte de ce rapport.

**DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-39,

Vu les statuts du Syndicat intercommunal de production et de livraison alimentaire de repas collectifs (SIPLARC),

Vu le rapport d'activité 2016 du SIPLARC,

**DELIBERE**

**Article 1 :**

Prend acte du rapport d'activité du SIPLARC pour l'année 2016 conformément aux dispositions de l'article L. 5211-39 du Code général des collectivités territoriales.

**Article final :**

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

**Le conseil municipal prend acte**

**Le Maire**

**Laurent Rivoire**





# DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL



Envoyé en préfecture le 16/11/2017  
Reçu en préfecture le 16/11/2017  
Affiché le 16/11/2017  
ID : 093-219300530-20171109-DELIB\_VOEU1-DE

## EXTRAIT du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

VOEU

L'an deux mille dix-sept le jeudi 9 novembre à 19 h 30, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 3 novembre 2017, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

**Assistaient à la séance :** Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Élisabeth LEFEUVRE, Karim HAMRANI, Laurence CORDEAU (*arrivée à 19:53*), Dref MENDACI (*arrivée à 19:40*), Marie-Rose HARENGER, Alexandre BENHAÏM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Jennifer JOBARD (*arrivée à 19:45*), Thomas FRANCESCHINI, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON, Souad TERKI, Samira BUYTENDORP, Nicole RIVOIRE, Saïd YAHIA-CHERIF, Karine SUISSA, Patricia BLANCHARD, Axelle ASIK, Julien-Jack RAGAZ, Maryvonne MOYA, Fadhil KORIMBOCUS, Emmanuel MERCIER, Ibrahim DIARRA, Francis FLOUZAT, Jean-Paul LEFEBVRE, Anne DEO, Patrick LASCOUX, Olivier SARRABEYROUSE, Pascale LABBE.

### Absents ayant donné mandat :

Laurence CORDEAU à Jean THARY (jusqu'à 19:53)  
Jennifer JOBARD à Guillaume SALOMON (jusqu'à 19:40)  
Olivier DELEU à Marcel SOLIGNY  
Dulcinée AVRIL à Maryvonne MOYA  
Sylvain NICOLAS-NELSON à Nicole RIVOIRE  
Katia GRAVELOT à Laurent RIVOIRE  
Sarra BEN ALI à Souad TERKI  
Emilie TOPSENT à Thomas FRANCESCHINI  
Christiane DEL POZO à Olivier SARRABEYROUSE  
Gilles GARNIER à Pascal LABBE (à partir de 19:50)  
Corinne BORD à Anne DEO  
Miloud GHERRAS à Ibrahim DIARRA

### Absent sans mandat :

Gilles GARNIER jusqu'à 19 :50

Le quorum étant atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.

**VOEU DU GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE » - BAISSSE DES CRÉDITS, POLITIQUE DE LA VILLE**

**Rapporteur** : Olivier SARRABEYROUSE

« Au mois de juillet dernier, le gouvernement a pris la décision d'annuler – pour l'année 2017 - 46,5 millions d'euros sur la politique de la ville, 35 millions d'euros pour l'aménagement du territoire et 216 millions d'euros sur la mission " Relations avec les collectivités territoriales ". Le Président de la République s'était engagé à ne pas toucher aux dotations de l'État en 2018. Il ampute les dotations de l'année en cours.

Concernant la politique de la ville, cette ponction s'est traduite par une réduction de 2.106.557 € pour la Seine–Saint-Denis. Nombre d'opérations en cours sont impactées.

Considérant que le gouvernement s'attaque à des budgets votés, à des conventions prises.

Considérant que ce choix pénalise le travail avec les associations et la solidarité avec nos concitoyens.

Considérant que la décision du gouvernement a pour conséquence une baisse de 50 % du Fond d'initiatives associatives pour notre ville, passant de 25 000 € à 12 500 €.

Le Conseil municipal de Noisy-le-Sec déplore que les collectivités territoriales et, plus particulièrement les communes, soient prises comme variables d'ajustement par le gouvernement : baisse de dotation, suppression d'emplois aidés, suppression partielle de la taxe d'habitation avec des incertitudes sur sa contrepartie ...).

Le Conseil municipal de Noisy-le-Sec condamne cette décision et exige le rétablissement de l'entièreté de la dotation initiale afin de pouvoir conduire l'ensemble des projets de proximité prévus. »

**UNANIMITÉ**

**Le vœu est adopté**

**Le Maire**

**Laurent Rivoire**



# DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL



Envoyé en préfecture le 16/11/2017  
Reçu en préfecture le 17/11/2017  
Affiché le 16/11/2017  
ID : 093-219300530-20171109-DELIB\_VOEU2-DE

## EXTRAIT du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

### VOEU

**L'an deux mille dix-sept le jeudi 9 novembre à 19 h 30**, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 3 novembre 2017, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

**Assistaient à la séance :** Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Élisabeth LEFEUVRE, Karim HAMRANI, Laurence CORDEAU (*arrivée à 19:53*), Dref MENDACI (*arrivée à 19:40*), Marie-Rose HARENGER, Alexandre BENHAIM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Jennifer JOBARD (*arrivée à 19:45*), Thomas FRANCESCHINI, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON, Souad TERKI, Samira BUYTENDORP, Nicole RIVOIRE, Saïd YAHIA-CHERIF, Karine SUISSA, Patricia BLANCHARD, Axelle ASIK, Julien-Jack RAGAZ, Maryvonne MOYA, Fadhil KORIMBOCUS, Emmanuel MERCIER, Ibrahim DIARRA, Francis FLOUZAT, Jean-Paul LEFEBVRE, Anne DEO, Patrick LASCoux, Olivier SARRABEYROUSE, Pascale LABBE.

#### **Absents ayant donné mandat :**

Laurence CORDEAU à Jean THARY (jusqu'à 19:53)  
Jennifer JOBARD à Guillaume SALOMON (jusqu'à 19:40)  
Olivier DELEU à Marcel SOLIGNY  
Dulcinée AVRIL à Maryvonne MOYA  
Sylvain NICOLAS-NELSON à Nicole RIVOIRE  
Katia GRAVELOT à Laurent RIVOIRE  
Sarrah BEN ALI à Souad TERKI  
Emilie TOPSENT à Thomas FRANCESCHINI  
Christiane DEL POZO à Olivier SARRABEYROUSE  
Gilles GARNIER à Pascal LABBE (à partir de 19:50)  
Corinne BORD à Anne DEO  
Miloud GHERRAS à Ibrahim DIARRA

#### **Absent sans mandat :**

Gilles GARNIER jusqu'à 19 :50

Le quorum étant atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.



**VOEU DU GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN » - NOUVEAU COLLÈGE**  
**AMENDE PAR LE GROUPE DE LA MAJORITE MUNICIPALE****Rapporteur du vœu**: Jean-Paul LEFEBVRE**Rapporteur de l'amendement** : Alexandre BENHAIM

Par ses délibérations, notre Conseil municipal a acquis les terrains nécessaires à la construction d'un 4<sup>ème</sup> collège par le Département.

Cet effort financier considérable est requis par la démographie dynamique de la commune. En raison de cet engagement pour l'éducation des jeunes Noiséens, le Conseil municipal souhaite exprimer des exigences qualitatives en direction du Conseil départemental et du ministère de l'Éducation nationale.

La globalisation des échanges, les NTIC, la création de nouveaux métiers et emplois requiert une évolution parallèle des méthodes et des contenus d'enseignement afin de permettre aux nouvelles générations de saisir toutes les opportunités et d'anticiper sur les exigences futures de notre société.

Conscient de ces enjeux déterminants, le Conseil municipal demande au Conseil départemental et au ministre de l'Éducation nationale de développer au sein du 4<sup>ème</sup> collège noiséen une section internationale de 2 classes par niveau, axée sur les langues vivantes et les nouvelles technologies. La mise en place d'une section internationale pourrait être étendue progressivement aux 3 autres Collèges de la Ville, afin que les 4 collèges noiséens bénéficient d'une dynamique appuyée sur l'excellence.

Le conseil municipal demande au Conseil départemental de Seine Saint-Denis et au ministre de l'Éducation nationale :

de se saisir de l'opportunité de la construction du 4<sup>e</sup> collège à Noisy-le-Sec pour envisager la mise en place d'une section Internationale dans le département.

**UNANIMITÉ****Le vœu est approuvé****Le Maire****Laurent Rivoire**